

Transferts sociaux

Prestations sociales

Après la vive reprise de l'année 1988 (+ 6,6 %) l'ensemble des prestations sociales devrait continuer à croître à un rythme tout aussi rapide en 1989 (6,6 %). Alors que certains remboursements ont été reportés de 1988 en 1989 par suite des grèves de fin d'année (PTT, sécurité sociale), l'instauration du revenu minimum d'insertion (voir encadré) dont le coût est évalué à 5 - 6 Mds de F sur l'ensemble de l'année, vient encore renforcer la croissance des prestations sur 1989. En termes de pouvoir d'achat, en raison de l'accélération des prix, la hausse serait moins vive en 1989 (2,9 % après 3,9 % en 1988).

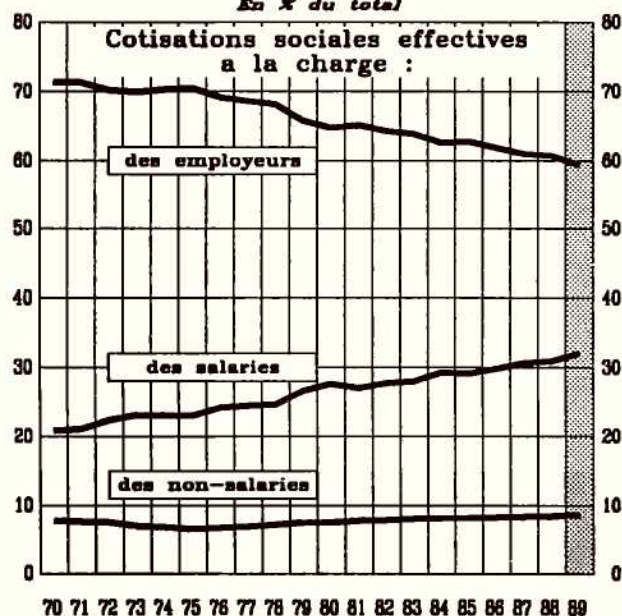
Dans l'assurance-maladie (hors budget global), d'importants phénomènes épidémiques fin 1988 et début 1989 alliés au rattrapage de remboursements contribuent à une vive croissance des prestations au premier trimestre (7,8 %). Le plein effet des aménagements décidés en septembre 1988 pour élargir le champ des remboursements à 100 % en cas d'affection de longue durée, vient en outre s'ajouter à la vive croissance de la consommation pharmaceutique. Au total la croissance des prestations maladie s'accroîtrait nettement en 1989 (8,9 %).

Au contraire, avec une revalorisation en moyenne annuelle (2,5 %) un peu inférieure à celle accordée l'an passé, prestations vieillesse et prestations familiales marqueraient une légère inflexion, liée à une décélération dans la croissance de leurs volumes et à la fin de la montée en charge des nouvelles prestations pour la famille (allocation jeune enfant, allocation parentale d'éducation). Leur croissance en 1989 serait ainsi de 9,0 % pour les prestations vieillesse, et de 3,3 % pour les prestations familiales.

Quant aux prestations versées par les ASSEDIC, sous l'hypothèse d'une revalorisation de 3,5 % en octobre, et d'une stabilisation du nombre de chômeurs, elles croîtraient modérément (0,3 %).

Cotisations sociales

Structure des cotisations sociales versées par les ménages
En % du total



La croissance des cotisations sociales demeurerait soutenue en 1989 (6,9 %) en liaison avec l'évolution de la masse salariale reçue par les ménages (6,3 % sur le champ des ENFNA hors GEN) 1/ et les modifications de taux. Le plafond de la sécurité sociale, relevé d'un pourcentage proche de l'évolution du taux de salaire moyen, devrait jouer un rôle neutre en 1989. Ce sont les mouvements sur les taux qui expliquent l'opposition entre des cotisations employeurs qui décélèrent (+ 4,8 %) et des cotisations salariés en vive hausse (+ 10,2 %). L'augmentation de 110 % à 113,4 % du taux d'appel des cotisations de l'AGIRC touche les deux types de cotisation. Les cotisations employeurs bénéficient d'un allègement de l'ordre de 9 milliards sur l'année avec une diminution de 0,1 point sur le taux net moyen des cotisations accident du travail et les mesures liées

1/0.1 point de croissance de la masse salariale génère environ 1 milliard de cotisations supplémentaires sur l'année.

Transferts sociaux

Contribution à la hausse des cotisations sociales reçues par les organismes de sécurité sociale (en moyenne annuelle)

	1989	
	cotisations employeurs	cotisations salariés
Augmentation de l'assiette des cotisations 1/	6,3	6,3
Effet de relèvements de plafond	0	0
Effet des modifications de taux en 1989	-1,0	3,9
Divers (décalages comptables, imprécisions statistiques,...)	-0,5	0
Evolution des cotisations sociales reçues par les organismes de sécurité sociale	4,8	10,2

1/ Masse salariale des ENFNA hors GEN

au déplafonnement des allocations familiales ; au taux de 9 % sur la partie du salaire sous plafond est en effet substitué un taux de 4,5 % sur le même champ auquel s'ajoute un taux de 3,5 % sur la totalité du salaire. Les cotisations salariés subissent l'accroissement de 1 point du taux de cotisation de l'assurance-vieillesse au 1er janvier, lequel représente en année pleine 16 milliards tous régimes confondus.

Enfin les cotisations des non-salariés sont également affectées par une hausse du taux de cotisation vieillesse.

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

Taux de croissance en %

	Glissements semestriels						Glissement annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989
	Prestations sociales reçues par les ménages (100)	1,8	1,6	5,0	2,1	4,1	3,2	3,4	7,1	7,3	4,0	6,6
Versées par les organismes de Sécurité Sociale (74,5)	1,9	0,3	6,3	2,8	4,2	3,0	2,2	9,1	6,2	4,2	7,5	6,9
dont : Régimes général (41)	1,0	2,9	3,6	2,4	5,2	2,8	3,9	6,0	8,0	4,1	6,7	7,6
Versées directement par les employeurs (14)	3,1	7,8	0,7	-2,4	3,8	3,6	10,9	-3,1	7,4	5,3	2,7	4,3
Autres prestations versées par les administrations (10,5)	-0,5	1,9	3,7	3,5	3,5	4,1	1,4	7,2	7,6	1,2	5,9	7,3
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100)	2,7	4,2	2,5	2,6	4,3	2,5	6,9	8,1	6,8	7,0	6,4	6,9
Cotisations des employeurs 1/ (61)	2,0	3,4	2,2	2,6	2,3	2,8	5,4	4,8	5,1	5,4	5,9	4,8
Cotisations des salariés (30,5)	4,2	5,6	3,1	2,0	7,9	2,1	9,8	5,1	10,0	10,0	7,1	10,2
Cotisations des non salariés (8,5)	2,4	5,4	2,6	4,6	4,9	2,1	7,8	7,2	7,0	8,5	7,3	9,3

1/ Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le Revenu disponible brut.

NB : les données entre parenthèses donnent la part du poste dans le total en 1988.

Transferts sociaux

Revenu Minimum d'Insertion

Le dispositif

Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) a été instauré le 1er décembre 1988 et mis en place par une circulaire le 14 décembre 1988. Son objectif est de garantir aux personnes démunies, des droits sociaux de base qui permettent d'envisager une réinsertion aussi bien sociale que professionnelle.

Le RMI comporte deux volets, un volet "droits de base" et un volet "insertion"

- "droits de base" :

Le Revenu Minimum d'Insertion ouvre des droits sous la forme d'une allocation différentielle, d'une couverture sociale et d'une aide au logement, si besoin est.

L'allocataire du RMI doit être âgé de plus de 25 ans, sauf pour les personnes chargées de famille.

Le montant du RMI est de 2.000 F pour une personne seule, majorés de 1.000 F pour la deuxième personne du foyer et de 600 F par enfant ou autre personne à charge. L'allocation reçue est égale à la différence entre le montant du RMI et les ressources de la personne ou du foyer.

- "insertion" :

Le RMI repose sur un engagement de l'intéressé et des collectivités publiques en vue de l'insertion sociale et professionnelle du bénéficiaire.

Dans un cadre départemental, les collectivités publiques doivent proposer aux bénéficiaires de l'allocation des actions d'insertion, donnant lieu à la conclusion de "contrats d'insertion" entre l'intéressé d'une part et une commission locale d'autre part. Défini en fonction de la situation personnelle, le contenu de ces actions n'est pas limitatif. Il peut s'agir d'aider les bénéficiaires à mieux assumer leur vie personnelle et familiale, de leur offrir des actions de formation qualifiante, des activités d'intérêt général dans les administrations et les associations ou d'assurer directement leur insertion en milieu professionnel. De façon à favoriser la réinsertion dans l'emploi, sont créés les contrats de retour à l'emploi (CRE), destinés aux bénéficiaires du RMI ou aux chômeurs indemnisés en allocation de solidarité spécifique. 30.000 CRE pour lesquels les employeurs bénéficient d'une aide de l'Etat pendant 6 mois, sont prévus pour l'année 1989.

Les bénéficiaires du RMI

De 230.000 fin janvier à 405.000 fin avril, les demandes déposées pourraient atteindre 500.000 à l'été ; le nombre d'allocataires serait alors de l'ordre de 380.000 et pourrait se stabiliser autour de 350.000 à l'automne.

En effet sur les 405.000 demandes de RMI déposées fin avril en métropole, 310.000 droits à l'allocation étaient ouverts, soit un taux de rejet des demandes d'environ un quart. Compte tenu de quelques sorties du dispositif, le nombre d'allocataires du RMI peut être estimé à 300.000 à cette date.

Quant aux contrats d'insertion, leur signature n'a vraiment débuté qu'au second trimestre et devrait s'étaler jusqu'à la fin de l'année ; la priorité a en effet été donnée à l'instruction des demandes afin de verser l'allocation le plus rapidement possible.

La majorité des personnes qui demandent à bénéficier du RMI vivent dans des familles de taille réduite : 75 % n'ont pas de conjoint, parmi lesquelles on compte autant d'hommes que de femmes ; 64 % n'ont pas d'enfant. Les candidats au RMI sont jeunes : près de la moitié ont entre 25 et 34 ans.

Leur situation professionnelle peut être appréciée à partir d'informations exploitées sur la région parisienne, même si celle-ci n'est sans doute pas représentative au plan national. Selon ces données, moins de 10 % des bénéficiaires auraient un emploi alors que 80 % déclareraient être au chômage ; 5 % des chômeurs seraient indemnisés et de 40 à 50 % d'entre-eux seraient inscrits à l'ANPE au moment du dépôt de leur demande.

La population concernée par le RMI ne correspond pas, dans l'ensemble, au public habituel des Caisses d'Allocations Familiales. Il s'agit sans doute d'une population assez défavorisée, jusque là en marge des réseaux officiels d'action sociale ou d'insertion professionnelle. Le montant des prestations versées se révèle d'ailleurs élevé (1.560 F en moyenne), signe des faibles ressources des familles bénéficiaires.

Recettes fiscales

Plusieurs mesures importantes interviennent ou ont un impact en 1989 : instauration de l'impôt de solidarité sur la fortune, baisse des taux de l'impôt sur les sociétés (pour les bénéficiaires réinvestis), réduction de certains taux de TVA et maintien du prélèvement de 0,4 % du revenu imposable dans le cadre du financement de la sécurité sociale.

1. Les impôts directs des ménages

L'ensemble des impôts directs pesant sur les ménages qui avait crû de 4,6 % en 1987 puis de 0,7 % en 1988 progresserait de 6,2 % en 1989 soit comme le revenu disponible brut (6 %).

Les impôts sur le revenu des ménages devraient croître de 6,0 % en 1989 après - 0,7 % en 1988 et 6,9 % en 1987. En 1988, les taux du barème ont été réduits de 4 % pour les tranches de 10 à 45 % et de 2 % pour les tranches de 50 à 58 %. Pour 1989 la loi de finances ne remet pas en cause les minorations antérieures ; les limites des tranches du barème ainsi que les différents plafonds ont été relevés en tenant compte de l'inflation estimée en septembre pour l'année 1988 soit de 2,6 %. Le prélèvement de 0,4 % sur le revenu imposable pour le financement de la Sécurité Sociale ainsi que celui de 1 % sur les revenus de capitaux mobiliers ont été reconduits. Le recouvrement d'une grande partie (5,5 Mds de F) du prélèvement de 0,4 % au deuxième trimestre donne aux recettes perçues au titre des impôts sur le revenu un profil très marqué.

Les autres impôts sur le revenu et le patrimoine devraient croître de 6,5 % en 1989 (après 3,8 % en 1988). Les impôts locaux augmenteraient de 5,1 %. L'impôt sur les revenus des valeurs mobilières baisserait (- 8,5 %) du fait des mesures adoptées en faveur de la fiscalité de l'épargne. L'instauration de l'impôt de solidarité sur la fortune (4 Mds de F) selon l'estimation initiale explique 3 points de croissance des autres impôts sur le revenu et le patrimoine. Ce nouvel impôt, dont la déclaration et le paiement sont intervenus au plus tard le 19 juin, reprend pour l'essentiel les dispositions de l'ancien IGF. Seuls les contribuables ayant un patrimoine supérieur à 4 millions de F au 1er janvier 1989 seront soumis à l'ISF ; quant aux taux d'imposition, ils sont au nombre de quatre suivant les différentes fractions du patrimoine (0,5 %, 0,7 %, 0,9 % et 1,1 %) ; la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité ne peut dépasser 70 % des revenus imposables de l'année précédente.

2. Les impôts directs des entreprises

Malgré la baisse du taux d'imposition, la progression de l'impôt sur le bénéfice des sociétés non financières devrait continuer en 1989 (8,2 % en 1989 après 14,3 % en 1988) en raison de l'amélioration des résultats des entreprises.

La loi de finances pour 1989 ramène à 39 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les seuls bénéficiaires réinvestis dans l'entreprise ; le taux de 42 % est maintenu pour les bénéficiaires distribués. Le solde de l'impôt dû pour 1988 a été recouvré au deuxième trimestre 1989 au taux de 42 % ; le volant de trésorerie (2,5 Mds de F) procuré aux entreprises par le paiement à "39 %" de l'acompte du mois de novembre 1988 a été remboursé lors du paiement de ce solde.

Recettes fiscales

3. Les impôts liés à la production (hors TVA)

La TIPP progresserait de 6,5 % en 1989 en raison de l'augmentation de la circulation et du jeu de l'indexation habituelle. Incluant la taxe professionnelle, les autres impôts liés à la production augmenteraient de 5,2 %.

La loi de finances pour 1989 supprime la taxe sur les encours de crédits (coût de cette mesure de l'ordre de 1,5 Md de F) et réduit la taxe sur les conventions d'assurance (coût de 1 Md de F).

4. La taxe sur la valeur ajoutée

Au 1er janvier 1989 les taux de TVA sont au nombre de trois : 5,5 %, 18,6 % et 28 %.

Grâce à la croissance des emplois finals et malgré des allègements nouveaux de l'ordre de 9 milliards de F soit d'un montant équivalent à ceux accordés en 1988, les recettes brutes perçues par l'Etat au titre de la taxe sur la valeur ajoutée augmenteraient de 6,5 % en 1989 après 8,4 % en 1988.

Mais la TVA nette, c'est-à-dire hors dégrèvements et prélèvements augmenterait de 6,0 % en 1989 après 6,8 % en 1988. L'accélération des procédures de remboursement à partir du 1er avril 1988 explique l'écart observé entre TVA brute et TVA nette.

Impôts reçus par les administrations publiques en évolution et en niveau											
	Evolution en %										
	Glissements semestriels						Moyennes annuelles			Niveaux en Mds de F	
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1988	1989
Impôts liés à la production	3,8	1,7	3,1	3,7	1,6	3,7	6,4	6,5	6,0	930,7	986,7
- TVA budgétaire brute	4,5	4,8	3,3	3,6	1,9	4,3	7,1	8,4	6,5	552,9	589,1
- Impôts sur les produits	0,9	1,6	2,2	5,1	0,4	1,7	6,6	5,3	5,2	244,3	257,0
dont TIPP + CNE	1,1	-1,1	5,5	7,4	1,1	1,4	6,3	6,8	6,5	107,9	114,9
- Impôts sur les salaires	2,5	0,1	-3,2	2,5	3,1	2,6	2,8	-1,8	5,8	45,1	47,7
- Autres impôts liés à la production	8,3	-13,8	8,5	1,6	2,3	6,3	3,5	2,8	5,2	88,3	92,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine et le capital	2,6	9,3	-2,1	-1,2	8,6	0,5	6,0	4,3	5,9	539,8	571,4
- Impôts sur le bénéfice	17,1	6,5	4,0	1,6	6,0	0,3	12,8	14,1	7,4	125,3	134,5
dont SQS non financières	18,2	7,2	2,8	2,4	7,1	-0,0	14,0	14,3	8,2	99,0	107,1
- Impôts sur le revenu	1,7	6,9	-4,1	-0,9	12,6	-3,1	6,9	-0,6	6,0	238,2	252,6
- Autres impôts sur le revenu et le patrimoine 1/	-3,6	15,3	-4,8	-4,6	5,0	6,5	1,0	3,1	4,9	154,4	161,9
dont taxes locales	5,8	11,5	5,5	-9,1	9,9	6,1	6,7	8,7	5,1	100,9	106,1
- Impôts sur le capital	-11,6	9,1	10,1	3,9	6,2	2,0	-0,7	21,5	2,4	21,9	22,5
Total des recettes fiscales	3,4	4,5	1,1	1,9	4,1	2,5	6,2	5,7	6,0	1470,5	1558,1

1/ l'impôt de solidarité sur la fortune est inclus dans ce poste

Revenu des menages

En 1989 la croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible devrait rester égale à celle observée en moyenne sur l'ensemble des deux années 1987 et 1988. Avec 2,2 % de hausse sur l'année, son inflexion par rapport à 1988 (3,8 %) serait plus ample que ne l'indiquerait la simple répercussion de l'accélération des prix (0,9 point).

Le profil serait marqué par une nette opposition entre les deux semestres : tandis que la croissance resterait faible sur la première partie de l'année à cause des prélèvements sociaux et fiscaux, et de l'augmentation passagère du rythme de hausse des prix, le pouvoir d'achat retrouverait au second semestre un rythme d'évolution favorable (1,9 %).

Sur la masse salariale nette, pèse dès le début de l'année le supplément de cotisations vieillesse ; c'est du reste le seul facteur qui infléchit la croissance de son pouvoir d'achat en moyenne sur l'année. A l'inverse, celui des prestations sociales est particulièrement élevé au premier semestre du fait de l'épidémie de grippe et d'un rattrapage des remboursements retardés par les grèves de la fin d'année 1988. En raison d'effets-volume et de l'instauration du revenu minimum d'insertion (RMI), il resterait assez soutenu en moyenne ; son inflexion devrait ainsi refléter l'accélération des prix. Au total et malgré un jeu de compensation, le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux serait un peu plus faible au premier semestre qu'au second.

L'accélération de l'inflation devrait aussi peser sur la croissance de la plupart des autres postes du revenu, y compris l'excédent brut d'exploitation des ménages.

Responsables du profil marqué, et alourdis par l'impôt solidarité sur la fortune (ISF) les impôts croîtraient en moyenne comme le revenu disponible dans son ensemble.

Part du revenu disponible brut des menages dans le PIB
En X - Y compris entreprises individuelles



Pouvoir d'achat du revenu disponible	Taux de croissance en %											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989
Revenus salariaux et sociaux (80)	-0,3	0,9	1,5	0,9	0,7	1,2	0,6	2,4	1,9	-0,1	2,3	1,7
dont : Salaires nets (46)	-0,4	1,2	0,1	1,0	-0,2	1,0	0,8	1,1	0,8	-0,7	1,2	0,8
Prestations sociales (34)	-0,2	0,5	3,4	-0,7	1,9	1,5	0,3	2,7	3,4	0,8	3,9	2,9
Excédent brut des ménages (27)	0,3	2,6	2,3	2,5	1,0	2,6	2,9	4,8	3,67	2,7	5,0	3,6
Revenu de la propriété et de l'entreprise et Assurance (5)	8,3	6,7	3,4	-0,3	3,7	1,7	15,0	3,1	5,4	9,4	7,8	4,3
Cotisations des non-salariés (-2)	0,4	4,3	1,1	3,1	2,7	0,5	4,7	4,2	3,2	5,2	4,5	5,5
Revenu disponible avant impôts (110)	0,1	1,5	1,9	1,2	0,9	1,6	1,6	3,1	2,5	0,7	3,3	2,2
Impôt sur le revenu (-10)	-1,2	7,7	-4,6	-4,9	9,5	-2,2	6,5	-9,5	7,3	1,4	-1,9	2,5
REVENU DISPONIBLE BRUT	0,2	1,0	2,6	1,8	0,1	1,9	1,2	4,4	2,0	0,6	3,8	2,2
Déflateur : prix de la consommation des ménages	2,0	1,0	1,5	1,4	2,1	1,7	3,0	2,9	3,8	3,2	2,7	3,6

NB : les données entre parenthèses donne la part du poste en 1988

Consommation

En 1989 la croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible reviendrait dans la moyenne des années 1987-1988. Avec 2,2 % de croissance en moyenne sur l'année (3,8 % en 1988), ce ralentissement serait acquis au premier semestre (0,1 %) ; le rythme de croissance serait nettement plus favorable au second semestre (1,9 %).

Parallèlement, la consommation croîtrait en 1989 de 2,5 % en moyenne et de 2,4 % en glissement, soit un très léger ralentissement par rapport à l'an passé. Comme pour le pouvoir d'achat, son profil serait marqué par une nette reprise au second semestre (1,7 %) après un premier semestre en ralentissement (0,7 %). La consommation de produits manufacturés aurait ainsi un profil heurté dû à un report d'achats entre le deuxième et le troisième trimestre ; en stagnation au premier semestre, elle se redresserait vivement au second semestre (2,3 %) de sorte qu'elle ne subirait guère d'inflexion en glissement sur l'ensemble de l'année.

Autant que l'inflexion sur le pouvoir d'achat, c'est l'augmentation de la croissance des prix qui tend à peser sur l'évolution de la consommation cette année. En effet d'après le modèle usuel d'arbitrage consommation-épargne, sous le seul effet du revenu, la consommation pourrait à cause des délais d'ajustement croître en 1989 à un rythme supérieur en moyenne à celui observé en 1988 et légèrement plus faible en glissement. Mais avec l'accélération de l'inflation, les effets d'encaisse-réelle ou d'épargne de précaution ne devraient plus favoriser sa croissance, à la différence de ces dernières années. Ainsi, si la croissance des prix était restée sur un rythme de 0,7 % par trimestre, la consommation, à pouvoir d'achat inchangé, aurait crû de 0,2 point de plus en moyenne sur l'année.

Comme en 1988, le profil de la consommation serait plus marqué que ne l'indique le modèle économétrique ; la croissance devrait être nettement plus soutenue au second semestre qu'au premier. Les dépenses d'énergie comme les achats de produits manufacturés en seraient responsables.

La consommation et ses déterminants												
	accroissement en %											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989
- Pouvoir d'achat	0,2	0,9	2,5	1,8	0,1	1,9	1,1	4,4	2,0	0,7	3,8	2,2
- Prix à la consommation	2,0	1,0	1,5	1,4	2,1	1,6	3,0	2,9	3,7	3,1	2,7	3,6
- Consommation simulée 1/ dont: - contribution du revenu	0,6	1,3	1,4	1,4	0,9	1,3	1,9	2,8	2,3	2,0	2,7	2,4
- contribution des prix	0,4	0,8	1,2	1,2	1,0	1,2	1,2	2,4	2,2	1,2	2,0	2,3
	0,2	0,5	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,7	0,4	0,1	0,8	0,6	0,1
- Consommation observée et prévue												
	1,3	2,1	0,3	2,1	0,7	1,7	3,4	2,4	2,4	2,7	2,7	2,5
- Résidu	0,7	0,8	-1,1	0,7	-0,2	0,4	1,5	-0,4	0,1	0,7	0,0	0,1

1/ Sur les modalités de cette simulation dynamique, voir l'encadré pages 74-75 de la note de février 1989

Consommation

En effet, les dépenses d'énergie ont été fortement affectées au premier trimestre 1989 par la douceur du climat : si les achats de carburants ont connu une vive augmentation, les dépenses de chauffage et d'éclairage ont baissé d'environ 15 %. Un rattrapage est à attendre sur les deuxième et troisième trimestres, ce qui laisse une croissance sensible au second semestre après un premier semestre nettement à la baisse.

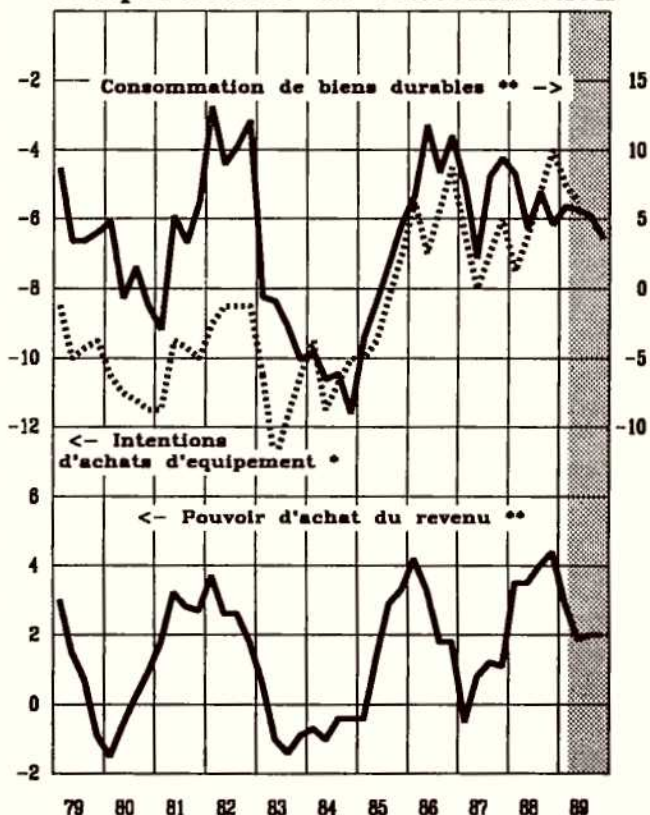
Sur l'ensemble des produits manufacturés les informations actuellement disponibles tant sur l'indice mensuel de consommation en produits manufacturés que dans l'enquête de conjoncture auprès du commerce de détail indiquent qu'une faible croissance est à attendre au premier semestre malgré un très bon premier trimestre. Cependant le retrait du deuxième trimestre devrait être temporaire, d'après les intentions de commandes des commerçants comme d'après l'enquête de conjoncture auprès des ménages.

L'augmentation des achats de biens durables au premier trimestre est dû à un mois de décembre très élevé, puisque les achats ont baissé en janvier, février et mars et se sont seulement redressés en avril avant de rechuter en mai. Comme d'habitude, ce profil est largement dicté par l'automobile, mais les autres biens durables ont suivi à peu près le mouvement. Comme en 1988, l'effet millésime devrait artificiellement peser sur les achats de véhicules jusqu'au début de l'été et induire une vive reprise ultérieure. Les ménages font d'ailleurs état dans l'enquête de conjoncture de mai d'importantes intentions d'achats pour le second semestre. Au total sur l'ensemble de l'année, les immatriculations devraient continuer à croître. Les nouvelles mesures réglementaires ne devraient guère les affecter cette année : l'instauration du contrôle technique obligatoire n'aura d'effets qu'en 1990 au plus tôt ; et seules les cylindrées de plus de 2 litres devront posséder un pot catalytique à partir du millésime 1990.

Quant aux autres biens durables (électroménager, électroacoustique et ameublement), les intentions de commandes des détaillants laissent prévoir une stagnation au deuxième trimestre et une forte reprise en juillet-août. La croissance des biens durables ne devrait s'infléchir que modérément en moyenne annuelle. Indiquant un maintien des intentions d'achats de biens d'équipement à interpréter en termes de rythme de croissance, l'enquête de conjoncture auprès des ménages de mai conforte cette prévision.

La consommation de textile-cuir augmente régulièrement depuis la fin 1988, et elle a retrouvé en février-mars le niveau élevé de l'été avant de connaître un net retrait en avril ; ce dernier mouvement est peut-être imputable à une anticipation des achats induite par la douceur du climat. Là encore, l'enquête commerce de détail prévoit un repli sensible au deuxième trimestre (qui est déjà pratiquement acquis) suivi d'une reprise cet été.

Comportement de consommation



* Soldes d'opinion tirés de l'enquête de conjoncture auprès des ménages
 ** En glissement annuel trimestriel

Consommation

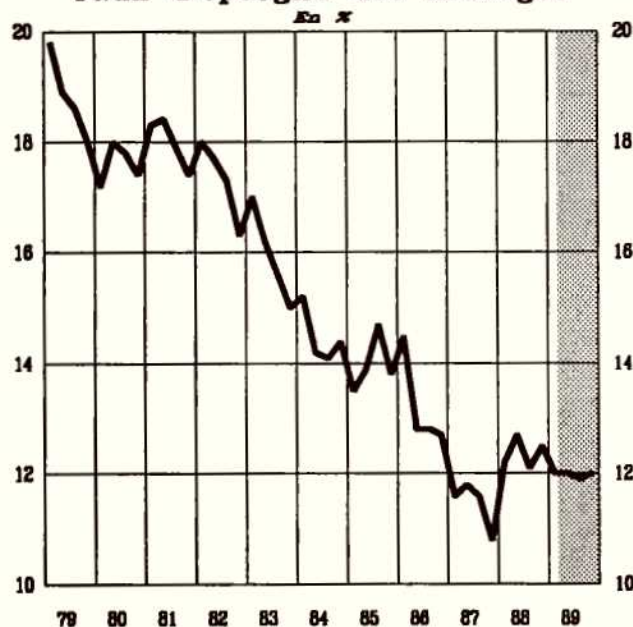
Consommation (y compris non marchande) totale et principales composantes

taux de croissance en %

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989
	Consommation totale	1,3	2,1	0,3	2,1	0,7	1,7	3,4	2,4	2,4	2,7	2,7
- Alimentation (21 %)	1,2	1,1	0,6	1,1	1,2	0,8	2,3	1,7	2,0	2,0	2,2	2,0
- Energie (10 %)	2,8	1,9	-2,7	4,1	-3,0	2,5	4,7	1,4	-0,5	1,4	-1,2	0,0
- Services (37 %)	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	2,9	3,1	3,1	3,3	3,3	3,1
- Manufacturés (31 %)	0,8	3,4	-0,6	3,0	0,2	2,3	4,2	2,4	2,5	2,8	3,7	3,0
dont: Durables (9 %)	1,1	8,0	-3,5	8,3	-2,5	6,0	9,1	4,8	3,5	6,8	6,1	4,7
Textile-cuir (8 %)	0,1	1,1	-1,9	-2,4	2,1	0,4	1,2	-4,3	2,5	-1,6	-0,4	0,7
Autres (14 %)	1,1	1,8	2,1	2,4	0,8	1,1	2,9	4,5	1,9	2,7	4,3	3,2

NB : les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1988

Taux d'épargne des ménages



Quant aux achats d'autres produits manufacturés, hors effet des gripes sur la consommation de produits pharmaceutiques au mois de janvier, ils devraient suivre le même type d'inflexion.

La consommation de produits manufacturés aurait ainsi un profil heurté marqué par un report de consommation entre le deuxième et le troisième trimestre ; sur l'ensemble de l'année, elle ne subirait guère d'inflexion en glissement.

Au total, la consommation dans son ensemble épouserait le profil du revenu à partir du deuxième trimestre. Après un à-coup à la baisse au premier trimestre, le taux d'épargne se stabiliserait autour de 12 points.

Taux d'épargne

%

	Niveaux semestriels						Niveaux annuels		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989
	Taux d'épargne	11,8	10,8	12,7	12,5	12,0	12,2	11,5	12,4
Taux d'épargne financière	2,6	1,6	3,3	3,0	2,3	2,5	2,2	2,8	2,4

Impact de changements de taux de TVA sur les prix et la consommation

Dans le cadre de l'harmonisation européenne, des efforts budgétaires sont régulièrement faits pour diminuer la TVA 1/. Ces mesures ont un impact sur les indices de prix comme sur la consommation des ménages.

L'effet sur les prix a été calculé en supposant une répercussion totale de la baisse de TVA dans les prix, qui affecte les prix d'un poste donné et l'indice d'ensemble au prorata du poids des biens concernés. A pouvoir d'achat inchangé, la baisse induite des prix entraîne une croissance de la consommation totale. Les modèles usuels de consommation relient la croissance d'un bien donné à l'évolution de la consommation totale et à celle du prix relatif de ce bien. Ils permettent d'estimer des élasticités revenu et prix (à court et long terme) qui mesurent pour ce bien, le supplément de croissance qu'induit une variation de la consommation totale ou des prix relatifs. En cas de baisse de TVA, la consommation du bien se trouve ainsi affectée par un double effet : un effet prix lié à la baisse du prix relatif, un effet revenu lié à l'augmentation induite de la consommation totale 2/.

De multiples choix peuvent être définis quant aux produits susceptibles de bénéficier d'une baisse de TVA. A titre illustratif, nous avons opté pour des mesures qui nous paraissaient possibles en égard aux propositions européennes :

- harmonisation des taux sur l'alimentaire par alignement sur le taux réduit ;
- effort de réduction du taux majoré pour se rapprocher d'une fourchette à deux taux ;
- enfin, mais à titre très indicatif, sont signalés la suppression de la TVA sur les produits pharmaceutiques (comme au Royaume-Uni) et le passage au taux réduit actuellement utilisé pour les abonnements, sur les consommations de gaz, d'électricité et de chauffage urbain.

Bien qu'il ne soit pas à négliger lorsqu'il s'agit de biens en grande partie importés, l'impact sur le commerce extérieur n'a pas été chiffré.

1/ cf note de conjoncture de décembre 1988.

2/ Ce dernier effet n'est notable que pour les produits ayant de fortes élasticité-revenu (cas de l'automobile par exemple).

Type de mesure	Effet sur les prix 3/	Pertes de TVA en Mds de F		Effets sur la consommation au bout d'un an
		ex ante	ex post	
de 18,6 % sur les produits alimentaires 1/ à 5,5 %	-0,44 sur l'alimentation -0,10 sur l'ensemble	2,5	2,5	+ 0,13 sur l'alimentaire
de 28 % sur les automobiles et motos à 25 %	-0,29 sur les produits manufacturés du secteur privé -0,09 sur l'ensemble	2,2	1,8	+ 2,0 sur l'automobile + 0,32 sur les produits manufacturés
de 28 % sur les autres produits à 25 % concernés 2/	-0,12 sur les produits manufacturés du secteur privé -0,05 sur l'ensemble	1,9	1,7	+ 1,8 sur les biens considérés + 0,15 sur les produits manufacturés 1
Total	-0,24 sur l'ensemble	7		
de 5,5 % sur les produits pharmaceutiques à 0 %	-0,36 sur les manufacturés du secteur privé -0,12 sur l'ensemble	5		
de 18,6 % sur les consommations de gaz, à 5,5 % d'électricité, de chauffage-urbain hors abonnement	-3,29 sur l'énergie -0,25 sur loyers-eau -0,31 sur l'ensemble	11		

1/ margarine, confiserie, produits à base de chocolat (hors tablettes de chocolat noir), aliments pour animaux familiers.

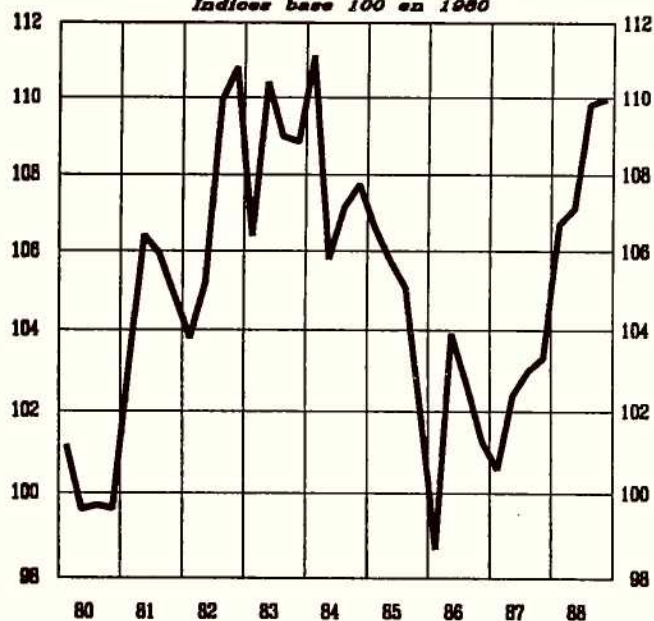
2/ manteaux de fourrure, parfumerie à base d'alcool, appareils électroacoustiques, appareils de photo-cinéma, pellicules, bijouterie et produits à base de métaux précieux.

3/ sous hypothèse de répercussion totale.

Echanges extérieurs : Produits manufacturés

Compétitivité - Cout *

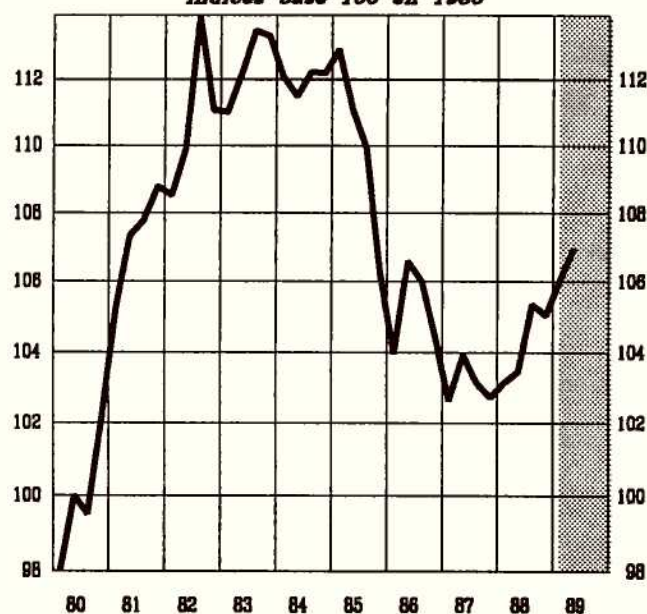
Indices base 100 en 1980



* Couts salariaux unitaire des 7 principaux concurrents, sur couts salariaux unitaire de la France

Compétitivité - Prix a l'exportation *

Indices base 100 en 1980



* Prix d'exportation en Francs des 7 principaux concurrents sur prix d'exportation de la France

Compétitivité prix

(taux de croissance en %, base 100 1980)

	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I*	1987	1988
Exportations							
Prix d'exportation	0,3	2,2	1,8	3,4	3,7	0,6	3,9
Prix des concurrents	-0,1	1,0	2,6	5,0	4,0	-1,4	5,1
Compétitivité	-0,4	-1,2	0,8	1,6	0,3	-2,0	1,1
Importations							
Prix de production	1,6	1,4	1,7	2,1	2,9	2,1	3,3
Prix d'importation	0,7	0,6	1,5	3,6	4,0	0,4	3,3
Compétitivité	-0,9	-0,8	-0,2	1,5	1,1	-1,7	0,0

* : prévision

Echanges extérieurs : Produits manufacturés

Les exportations, qui rebondissent au premier trimestre 1989, après un second semestre 1988 particulièrement atone (+ 0,3 % en glissement), pourraient ralentir au second trimestre mais progresseraient encore notablement d'ici la fin de l'année. Elles augmenteraient ainsi de 7 % environ au premier semestre (en glissement) et de 3,4 % au second. Après quatre années de pertes consécutives, la France stabiliserait ses parts de marché.

Au premier trimestre 1989, le vif ressaut des exportations en volume (6,7 %) permet une amélioration sensible du déficit extérieur en produits manufacturés, qui s'établit à 3,4 Mds de F (en moyenne mensuelle) après 4,7 Mds de F au 4ème trimestre 1988. Outre un phénomène de compensation après un second semestre 1988 anormalement déprimé au vu de la demande mondiale, le regain des ventes françaises à l'étranger tient à 3 facteurs essentiels :

- l'accroissement début 1989 du rythme des livraisons d'Airbus,
- une amélioration de la compétitivité-prix de la France entamée au milieu de 1988, qui repose d'une part sur la baisse relative des coûts salariaux unitaires français par rapport à ceux des concurrents (mesurés en monnaies nationales) opérée à partir de 1984 et d'autre part sur la montée du dollar.
- une forte croissance de la demande mondiale (de l'ordre de 2,5 à 3 % pour le deuxième trimestre consécutif).

Dans les prochains mois, ces deux derniers facteurs devraient continuer à jouer favorablement et permettent d'escompter un bon comportement du volume des exportations d'ici la fin de 1989. Néanmoins, celles-ci pourraient marquer une pause au second trimestre après la performance du début d'année.

Exportations et demande mondiale de produits manufacturés										Volume Evolution en %		
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989
Exportations	0,2	7,6	2,6	0,3	7,0	3,4	7,8	2,9	10,6	2,7	7,4	9,2
Demande mondiale totale	2,8	7,5	4,2	4,3	3,4	2,8	10,5	8,5	6,3	7,1	9,8	8,7
Parts de marché	-2,6	0,1	-1,6	-4,0	3,5	0,6	-2,7	-5,6	4,1	-4,1	-2,2	0,4

La demande mondiale, très bien orientée depuis deux ans, devrait rester assez porteuse jusqu'à la fin 1989, en dépit d'un léger ralentissement au second semestre. La poursuite de la hausse du dollar au second trimestre consolide l'amélioration de la compétitivité-prix des produits français ; ceux-ci devraient donc mieux se vendre face à leurs concurrents issus de la zone dollar : Etats-Unis et Nouvelles Economies Industrielles d'Asie notamment.

Au total, les exportations augmenteraient de plus de 9 % en moyenne en 1989 et la France gagnerait, sur l'ensemble de l'année, environ 0,4 % de parts de marché à l'exportation.

Echanges extérieurs : Produits manufacturés

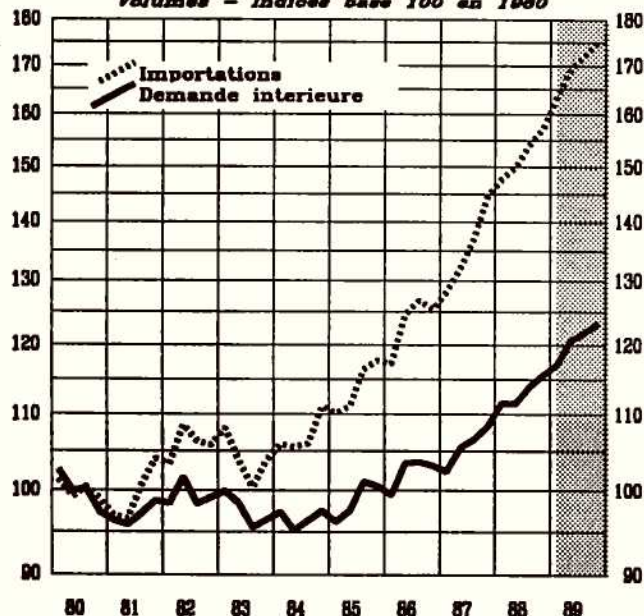
Les importations en volume, tirées par une demande intérieure toujours dynamique, devraient également connaître une forte croissance. Toutefois, la croissance du taux de pénétration du marché intérieur français devrait se ralentir. Les gains de compétitivité-prix dus à la hausse du dollar se conjuguent en effet à une demande d'investissement un peu moins vive (dont le contenu en importations est plus élevé que pour les autres composants de la demande intérieure).

Au total, la progression des importations serait comparable à celle des exportations permettant ainsi une quasi stabilité du taux de couverture en volume. Cependant le taux de couverture en valeur, se dégraderait compte-tenu d'une perte des termes de l'échange et conduirait à un alourdissement notable du déficit manufacturier en 1989 (voir la fiche soldes extérieurs).

Importations et taux de pénétration de produits manufacturés											Volume Evolution en %		
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles			
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989	
Importations	5,3	9,4	3,5	4,9	4,6	3,5	15,0	8,5	8,2	9,7	12,4	9,2	
Demande intérieure	2,3	2,9	2,8	3,7	2,2	2,2	5,2	6,6	4,4	3,3	7,0	5,1	
Taux de pénétration (niveau moyen en %)	32,0	33,5	34,2	34,7	35,6	36,1				32,8	34,4	35,9	

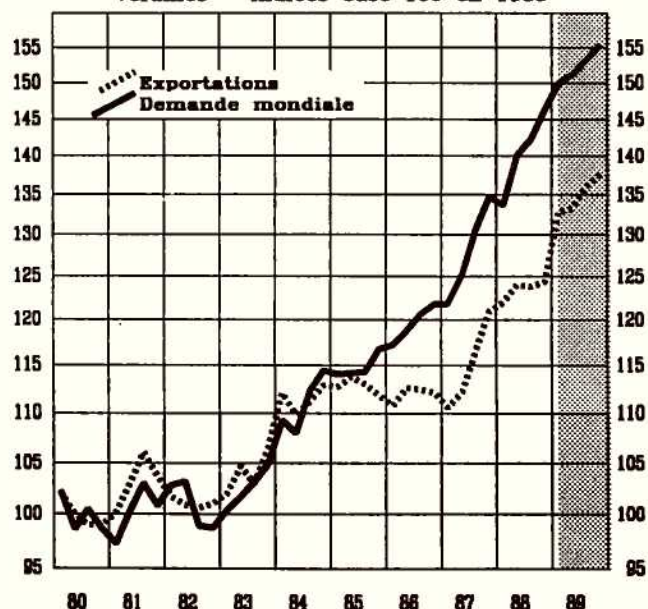
**Importations et demande intérieure
de produits manufacturés**

Volumes - Indices base 100 en 1980



**Exportations et demande mondiale
de produits manufacturés**

Volumes - Indices base 100 en 1980



Echanges extérieurs : Produits manufacturés

Les échanges par produits :

Dans les biens d'équipement professionnel, le premier trimestre de 1989 a été marqué par une croissance particulièrement élevée du volume des exportations (9,2 %), d'autant plus remarquable qu'elle a fait suite à une quasi stagnation en 1988 (en glissement). Ce ressaut des exportations repose pour une part importante sur la montée en charge des livraisons d'Airbus. Dans le même temps les importations ont augmenté de 2,3 % soit un rythme légèrement inférieur à celui de 1988.

Grâce à cette évolution très favorable des échanges au premier trimestre, le solde, déficitaire depuis la mi-1988, s'est rapproché de l'équilibre : il est ainsi passé de - 0,4 Md de F en moyenne par mois au second semestre de 1988 à - 0,2 Md de F en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année. Cependant, la dégradation s'est poursuivie dans le matériel électrique et électronique professionnel.

D'ici à la fin de l'année, les livraisons d'Airbus et de matériel militaire favoriseraient la poursuite de la croissance des exportations et les importations reprendraient un rythme de croissance sensiblement plus élevé que celui des exportations, en liaison notamment avec une demande d'équipement de la part des entreprises toujours vive.

L'automobile, après une fin d'année 1988 plutôt morose (dégradation du solde, forte réduction du volume des exportations), retrouve au premier trimestre 1989 un dynamisme qui n'est pas sans rappeler le début de 1988 : les volumes d'exportations et d'importations bondissent simultanément (7,3 % et 9,3 %) permettant un net élargissement de l'excédent douanier par rapport à la fin 1988. Le solde retrouve en moyenne sur les cinq premiers de l'année un niveau comparable à celui du second semestre 1988 (soit 1,7 Md de F par mois contre 1,3 Md de F au quatrième trimestre), mais reste néanmoins inférieur au niveau de l'ensemble de l'année 1988 (2 Mds de F).

Ce ressaut des échanges en début d'année 1989 serait lié en partie à une évolution de la stratégie des constructeurs français consistant à s'orienter davantage vers les marchés extérieurs. Ce facteur contribuerait à un développement plus rapide qu'en 1988 des exportations de la branche. Celles-ci seraient en outre favorisées par une certaine modération de la demande des ménages, dans un contexte d'intense utilisation des capacités de production.

Dans les biens de consommation, l'amélioration des performances des produits français observée en 1988 se trouve confirmée en début d'année 1989. Les exportations, qui ont été vives dans cette branche en 1988, progressent encore de 7,4 % en volume au premier trimestre tandis que la croissance des importations continue à être plus modérée (3,2 %).

L'évolution des taux de change et sans doute aussi les importants investissements de productivité réalisés récemment améliorent la compétitivité de cette branche.

Ainsi, de janvier à mai 1989, le déficit mensuel se trouve-t-il stabilisé à son niveau de 1988.

Le maintien d'une orientation favorable de la demande des ménages étrangers, conjugué à une meilleure compétitivité-prix, devrait permettre une poursuite de la croissance des exportations à un bon rythme d'ici la fin de l'année. L'amélioration du taux de couverture en volume, qui a cessé de se dégrader en 1987, serait consolidée, compte-tenu de la relative modération de la consommation des ménages français.

Les biens intermédiaires connaissent en début d'année des évolutions moins favorables que les autres branches, ils sont ainsi les seuls à enregistrer une nouvelle dégradation de leur solde douanier qui passe de - 2,2 Mds de F au deuxième semestre 1988 à - 2,6 Mds de F en moyenne de janvier à mai 1989. Si les exportations se

Echanges extérieurs : Produits manufacturés

comportent assez bien (3,2 %) au premier trimestre en liaison avec une demande mondiale dynamique, le courant d'importations s'intensifie (4,0 %) compte tenu d'une demande intérieure soutenue.

Au delà du premier trimestre, la forte utilisation des capacités de production dans certains sous-secteurs pourrait peser sur les échanges et le taux de couverture en volume pourrait poursuivre sa dégradation. Les importations de biens intermédiaires continueraient à être tirées par une production industrielle dynamique, tandis que les exportations resteraient moins bien orientées que dans les autres branches manufacturières.

Les marges à l'exportation

Depuis un an, le prix des exportations de la France en produits manufacturés connaît une nette accélération: sa croissance (en glissement) était de 2,5 % en 1987, elle passe à 5,3 % en 1988 et 2,3 % au premier trimestre de 1989.

Dans le même temps, les prix de production des produits manufacturés se sont accrus de 3 %, 3,8 % et 1,5 % au premier trimestre de cette année.

On est ainsi conduit à s'interroger sur la différence de comportement de marge des entreprises selon que les produits sont destinés au marché intérieur ou au marché étranger.

En l'absence de données directes sur les marges à l'exportation et sur les coûts, on peut tenter d'aborder cette question à partir des prix d'exportation.

Leur comparaison directe, à un niveau agrégé, avec les prix à la production sur le marché intérieur, se heurte de toute évidence à une difficulté: la structure des biens vendus sur les marchés étrangers diffère de celle des biens vendus sur le marché intérieur.

Pour s'affranchir, du moins en partie, de cet effet de structure, on peut reconstruire, pour la production vendue sur le marché intérieur, un indice de prix agrégé qui repose sur la structure par produits des exportations 1/. Il s'agit en somme d'un indice de prix de vente sur le marché intérieur des biens faisant l'objet d'exportation.

1/ Soit P^{QX} cet indice de prix. Au trimestre t ,

$$P^{QX}_t = \sum_i x_{it} P^Q_{it}$$

où i

i désigne l'une des 20 branches industrielles que comporte la NAP au niveau 40 (niveau le plus fin par les sources industrielles) autorisé.

x_{it} est la part de la branche i dans les exportations de produits manufacturés à la période t .

P^Q_{it} est l'indice du prix de la production destinée au marché intérieur de la branche.

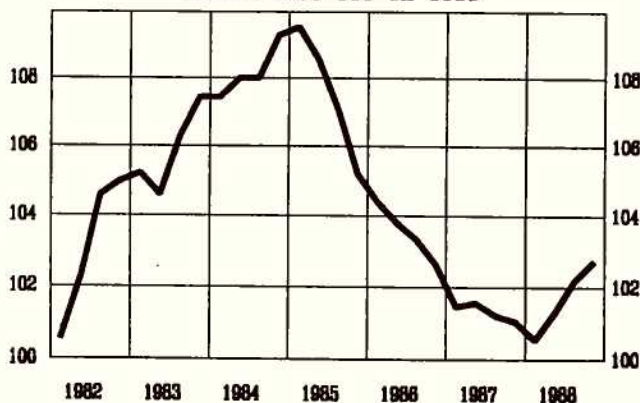
L'indice de prix relatif à l'exportation, obtenu en rapportant le prix effectif à l'exportation à ce nouvel indice, est alors susceptible de rendre compte de l'évolution relative des marges à l'exportation.

Les mouvements du prix relatif à l'exportation, et par conséquent des marges relatives, apparaissent liés à l'intensité de la concurrence qui s'exerce sur les exportateurs français, elle-même influencée ces dernières années par l'évolution du dollar.

En effet, après s'être maintenu à un niveau très élevé de 1982 à 1985, il chute jusqu'à la fin de 1986, alors même que le dollar baisse. Il se stabilise alors sensiblement jusqu'au début de l'année 1988, au moment où une inflexion à la hausse se dessine.

Depuis l'année dernière, les exportateurs auraient donc tendance à accroître plus leurs marges sur les marchés extérieurs que sur le marché national, et ce mouvement accompagnerait un desserrement de la contrainte de compétitivité (lié à la hausse du dollar) dans un contexte de demande mondiale active.

Marges relatives à l'exportation *
Indices base 100 en 1980



* Moyenne mobile sur 3 trimestres
du rapport : prix d'exportation sur
prix de production de la production
exportée, pour les produits manufacturés

Soldes extérieurs

Le déficit du commerce extérieur (FAB/FAB) s'alourdirait en 1989 d'environ 11 Mds de F pour approcher 45 Mds de F.

Cette détérioration reposerait sur une nouvelle dégradation du solde des produits manufacturés et une augmentation de la facture énergétique du même ordre, qui seraient compensées pour un peu moins de la moitié par un élargissement de l'excédent agro-alimentaire.

. Les produits manufacturés

Compte tenu d'une perte des termes de l'échange proche de 0,5 %, essentiellement acquise au premier semestre, le déficit extérieur en produits manufacturés approcherait 55 Mds de F sur l'ensemble de l'année, en hausse sensible par rapport à 1988. Toutefois la dégradation du solde serait moins prononcée qu'entre 1987 et 1988.

Comme le suggèrent déjà les résultats des mois d'avril et de mai, le second trimestre gommerait en grande partie l'amélioration du solde observée en début d'année. Il faut à cet égard rappeler que celle-ci reposait en partie sur des facteurs exceptionnels (progression des ventes d'Airbus, vif redémarrage des exports après la pause du second semestre 1988).

La dégradation des termes de l'échange interviendrait dans un contexte d'accélération des prix du commerce international ; elle repose sur une progression plus rapide des coûts (tensions sur l'offre, hausse des prix des matières premières) et, avec elle, un regain de l'inflation mondiale.

Les prix d'importation, qui répercutent immédiatement les mouvements de taux de change, pourraient augmenter de près de 7 % en glissement sur l'année après 5,1 % en 1988. Sur le premier trimestre leur glissement atteint déjà 2,7 %.

La progression annuelle des prix d'exportation pourrait être légèrement supérieure à 6 % (après 5,2 % en 1988 en glissement). La hausse est déjà de 2,3 % au cours du seul premier trimestre, contre 1,5 % pour les prix de production. L'accélération des prix des concurrents et la hausse du dollar permettent en effet un desserrement de la contrainte de compétitivité et par là des marges à l'exportation (voir encadré dans la fiche Echanges de produits manufacturés).

Solde commercial douanier 1/									
niveaux en Milliards de Francs									
	semestriels						annuels		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989
Agriculture/IAA	11,6	17,6	19,4	20,0	26	24	29,2	39,4	50
Energie	-40,0	-42,1	-31,8	-34,7	-40	-42	-82,1	-66,5	-82
Manufacturés	-5,0	-2,9	-12,2	-26,1	-24	-30	-7,9	-38,3	-54
TOTAL CAF/FAB	-33,5	-27,4	-24,6	-40,8	-38	-47	-60,9	-65,6	-85
TOTAL FAB/FAB	-19,2	-12,3	-9,0	-23,8	-17	-26	-31,5	-32,8	-44

1/ En raison d'une différence de traitement des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables, les mouvements infra-annuels des soldes retracés par les comptes trimestriels peuvent diverger de ceux présentés par les chiffres douaniers.

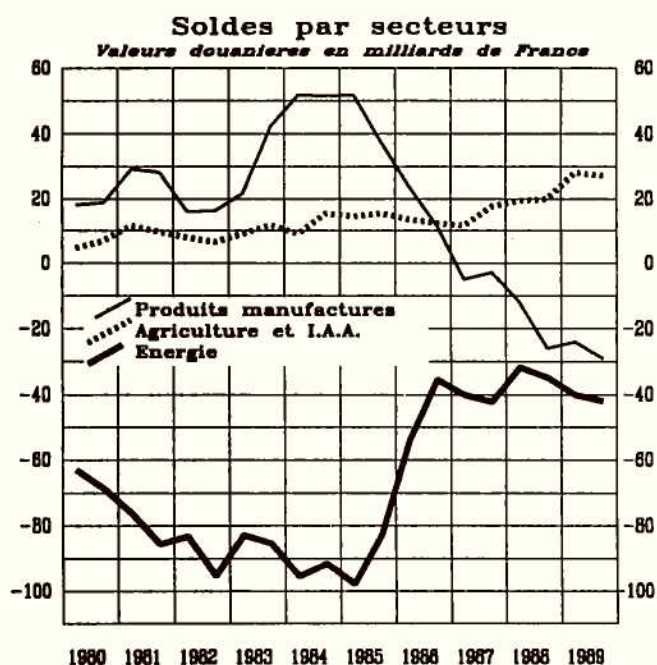
Soldes extérieurs

. Les produits agro-alimentaires

L'amélioration de l'excédent agricole et agro-alimentaire engagée en 1988 se poursuit au premier semestre de cette année à la faveur d'une demande mondiale active et de prix élevés. Nos disponibilités abondantes en céréales et produits dérivés ainsi qu'en sucre sont en effet largement sollicitées.

Le contexte céréalier encore favorable d'ici la fin de l'année devrait permettre un nouvel excédent record d'environ 50 milliards.

Cependant les exportations de sucre induiraient à nouveau une surévaluation artificielle des résultats douaniers, en effet depuis la fin 1987 une partie des ventes de sucre à destination de pays non membres de la CEE transite par les Pays-Bas et les livraisons ne sont pas valorisées, au cours mondial, mais au prix européen plus élevé.



. L'énergie

Sous l'effet conjugué de la hausse du cours du pétrole et de la montée du dollar, le déficit des échanges énergétiques s'alourdirait en 1989, et retrouverait une valeur proche de celle observée en 1987 (82 Mds de F).

Malgré une consommation d'énergie accrue, les volumes importés n'augmenteraient que modérément : la reconstitution des stocks pétroliers opérée durant le second semestre 1988 ne devrait pas en effet se reproduire.

Une nouvelle progression des exportations nettes d'électricité permettrait également de limiter l'alourdissement de la facture énergétique.

La balance des transactions courantes est excédentaire de 5,1 Mds de F au premier trimestre de 1989. Ce chiffre est difficilement comparable à ceux de l'année dernière, dans la mesure où les transferts à la CEE concentrés sur la fin de l'année jusqu'en 1988, sont maintenant mensualisés : il y a donc en 1989 un net changement de saisonnalité du solde global.

A un niveau plus fin on peut néanmoins constater, au début de 1989, une certaine amélioration dans les échanges de technologies et le tourisme. Pour ce dernier poste, les cérémonies liées au bicentenaire et la hausse du dollar laissent présager une année 1989 plutôt faste.

Solde de la balance des transactions courantes		en Milliards de Francs						
		Niveaux trimestriels (cvs)					Niveaux annuels (bruts)	
		87.I	87.II	88.I	88.II	89.I ^{1/}	87	88
Commerce extérieur		-30,5	-26,0	-21,9	-34,1	-15,7	-56,7	-55,9
Invisibles		19,2	7,7	20,5	10,6	20,8	26,7	31,1
Transactions courantes		-11,3	-18,3	-1,4	-23,5	5,1	-29,6	-24,8
1/ premier trimestre								

Annexes

Revisions des prévisions

La seule note de conjoncture dans laquelle figure un ensemble complet de prévisions chiffrées jusqu'à la mi-1989 est celle de décembre 1988. On trouvera ci-contre les principaux chiffres publiés dans cette note de décembre 1988 et dans la présente note : ceux relatifs au second semestre 1988, qui est maintenant connu, et ceux relatifs au premier semestre 1989, qui ne l'est encore que très incomplètement. Ces chiffres sont des glissements semestriels-trimestriels, sauf mention contraire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les glissements sont beaucoup plus sensibles que les moyennes aux aléas et écarts de prévision.

Dans ce tableau de révision des prévisions, la comparaison de la première et de la deuxième colonne indique l'erreur de prévision commise en décembre 1988 sur le second semestre 1988, tandis que la comparaison entre la troisième et la quatrième colonne permet de suivre les modifications des prévisions relatives au premier semestre 1989 entre les notes de décembre 1988 et de juillet 1989.

Dans une cinquième colonne, figure également, pour la période d'un an s'étendant de la mi-1988 à la mi-1989, la différence entre les chiffres de la note de juillet (somme des colonnes 2 et 4) et ceux de la note de décembre (somme des colonnes 1 et 3). Cette dernière colonne traduit ainsi la vision qu'on se fait maintenant de cette période mi-1988-mi-1989 relativement à celle qu'on s'en faisait il y a six mois.

Le second semestre 1988 apparaît comme ayant été bien prévu en ce qui concerne les équilibres de biens et services. Par contre l'amélioration de l'emploi salarié (intérim en particulier) et la hausse du pouvoir d'achat du revenu des ménages se sont révélées plus fortes que prévu.

Dollar et pétrole sont maintenant prévus à des cours nettement plus élevés au premier semestre 1989. Corrélativement, le glissement des prix de détail a été revu à la hausse. Une révision du même ordre affectant les revenus nominaux laisse le pouvoir d'achat des ménages inchangé. La consommation totale devrait croître un peu moins vite que prévu en décembre, particulièrement pour les biens durables.

La croissance de la demande au premier semestre 1989 est revue à la hausse, principalement pour les exportations et l'investissement. Malgré un stockage plus faible, la production est également estimée plus dynamique.

Revisions des previsions

Révision des prévisions					
Evolutions en % ou unités indiquées					
	Second semestre 1988		Premier semestre 1989		Mi-88 à mi-89 variations des estimations 1/
	Déc. 1988	Juil. 1989	Déc. 1988	Juil. 1989	
Dollar : cours en francs (MS)	6,2	6,2	5,9	6,4	-
Pétrole : prix du baril importé en \$ (MS)	13,8	13,8	14,5	17,3	-
Demande mondiale adressée à la France (GSt)	4,1	4,3	3,5	3,4	+ 0,2
Biens et services marchands					
PIB	1,8	1,9	1,3	1,7	+ 0,5
Importations	4,7	5,5	2,5	2,5	+ 0,2
Consommation des ménages	1,9	2,1	1,0	0,7	-0,1
FBCF totale	2,1	2,6	2,0	3,7	+ 2,2
<i>dont : SQS-EI</i>	2,5	3,9	2,3	3,9	+ 3,0
Exportations	2,7	2,8	2,8	6,7	+ 4,0
Variations stocks (Mds F80)	26,2	20,2	31,3	14,5	-22,8
Variations de variations de stocks (Mds F80)	(+2,9)	(+3,8)	(+5,1)	(-5,3)	-9,5
Demande intérieure totale	2,4	(2,6)	1,2	(0,8)	-0,2
Produits manufacturés					
Production	1,9	2,2	1,9	2,9	+ 1,3
Importations	5,0	4,9	3,2	4,5	+ 1,2
Consommation	3,1	3,0	0,2	0,0	-0,1
<i>dont : consommation biens durables</i>	7,0	8,3	-1,6	-2,5	+ 0,4
FBCF	3,1	4,3	2,4	4,6	+ 3,4
Exportations	2,9	0,3	3,4	7,1	+ 1,1
Variations de stocks (Mds F80)	21,9	17,8	27,0	19,6	-11,5
Variations de variations de stocks (Mds F80)	(-0,1)	(+3,2)	(+5,1)	(0,0)	-1,8
Demande intérieure	2,6	2,7	1,7	2,5	+ 0,9
Coûts d'exploitation unitaires (produits manufacturés)					
Prix de production (produits manufacturés)	1,8	2,1	2,0	2,9	+ 0,9
Prix de détail produits manuf. du secteur privé (GSm)	1,0	1,0	1,2	1,3	+ 0,1
Prix de détail (GSm)	1,3	1,4	1,7	2,1	+ 0,5
Prix de détail hors énergie (GSm)	1,5	1,5	1,7	1,8	+ 0,1
Taux de salaire horaire ouvrier (GSt)	1,8	1,7	1,7	2,4	+ 0,6
Emplois salariés SMNA	0,6	0,9	0,6	0,8	+ 0,5
Pouvoir d'achat du RDB	0,7	1,8	0,1	0,1	+ 1,1
Taux d'épargne (fin de semestre)	11,4	12,5	10,6	12,0	-
Variations du taux d'épargne (points)	(-1,1)	(-0,2)	(-0,8)	(-0,5)	+ 1,2
Soldes CVS (Mds F)					
Agro-alimentaire CAF-FAB	20,4	20,0	19,5	26,0	+ 6,1
Energie CAF-FAB	-34,9	-34,7	-32,5	-40,0	+ 7,5
Manufacturés CAF-FAB	-20,5	-26,1	-21,8	-24,0	-2,2
Ensemble FAB-FAB	-18,2	-23,8	-18,0	-17,0	-4,6

Les chiffres entre parenthèses ne figurent pas explicitement dans les notes.

1/ Juillet - décembre, en points ou en unités indiquées